

# Chapitre 7

## Les interférences de l'Etat avec un marché en concurrence pure

(uniquement la première section)

### 1. Les prix planchers : le soutien des prix

Je considère le marché du blé dans un pays. L'Etat peut souhaiter, pour des raisons sociales, politiques, d'aménagement, etc., assurer un revenu convenable aux agriculteurs producteurs de blé. Il a pour cela plusieurs solutions.

#### 1.1. Le soutien de prix

L'Etat fixe un prix du blé supérieur au prix d'équilibre du marché, et achète la production excédentaire. Analysons cette politique sur le graphique qui suit.

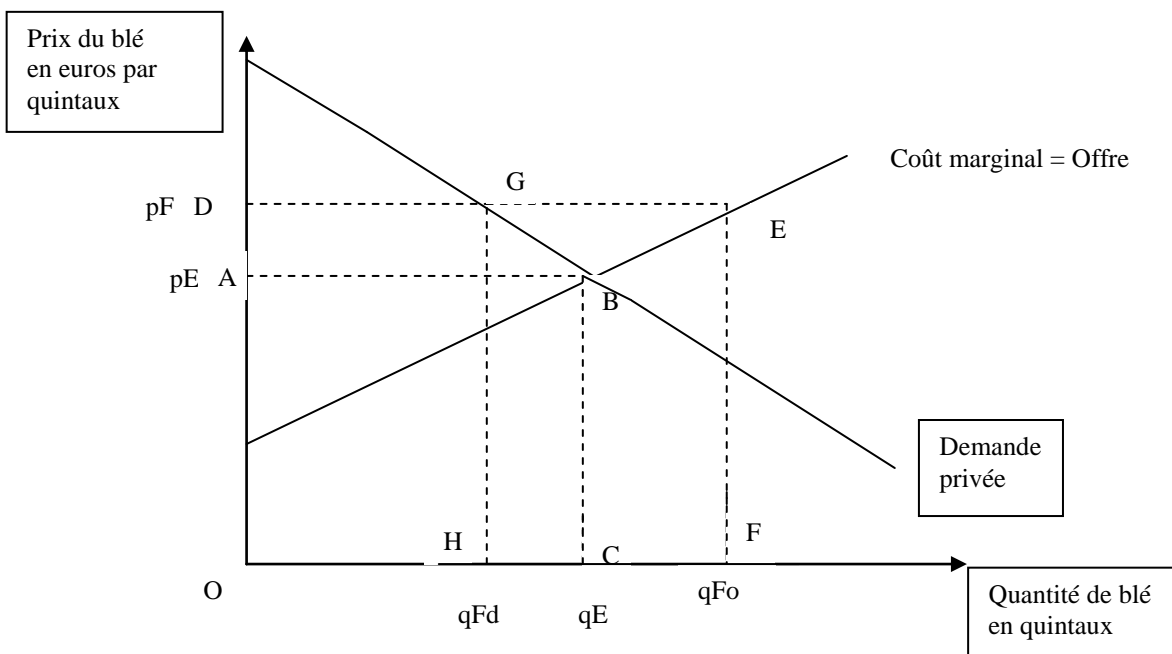


FIGURE 1

$p_E$  est le prix d'équilibre et  $p_F$  est le prix de soutien.  $q_E$  est la production et la demande de blé en l'absence d'intervention de l'Etat.  $q_F^o$  est la production de blé avec intervention de l'Etat. Elle est écoulee auprès des consommateurs pour un montant  $q_F^d$ . L'Etat achète l'excédent :  $q_F^o - q_F^d$ .

Qui gagne et qui perd en conséquence de la politique de prix plancher ?

1. Les consommateurs achetaient  $q_E$  au prix  $p_E$ . Maintenant, ils achètent moins,  $q_F^d$ , à un prix plus élevé,  $p_F$ . Leur surplus baisse de l'aire du quadrilatère ABGD.
2. Le revenu brut (chiffre d'affaire) des agriculteurs était l'aire du rectangle OABC. Il est maintenant plus élevé et égal à l'aire du rectangle ODEF.  
Il faut alors remarquer que le coût marginal des agriculteurs est croissant. Leur revenu net (bénéfice) augmente de l'aire du quadrilatère ABED.
3. L'Etat achète la quantité excédentaire  $q_F^o - q_F^d$ , ce qui lui coûte une charge budgétaire représentée par l'aire du rectangle HGEF.

Que va faire l'Etat de son stock de blé ? La Politique Agricole Commune (PAC) d'origine, à l'époque du Marché Commun, le revendait à bas prix sur le marché mondial, ce qui réduisait le coût budgétaire de la politique de soutien du prix du blé. Supposons que le prix mondial du blé soit  $p_M < p_F$ . Le gain pour le budget de l'Etat de la vente de la production excédentaire de blé est :  $p_M * HF$ .

Faisons le bilan des gains et pertes de surplus de la politique de soutien du prix du blé.

1. La perte des consommateurs est l'aire ABGD.
2. Le profit des agriculteurs augmente de l'aire ABED.
3. Le coût budgétaire pour l'Etat (c'est-à-dire pour les contribuables) est l'aire HGEF moins  $p_M * HF$

Ainsi :

- Le gain des agriculteurs moins la perte des consommateurs est l'aire du triangle GBE.

- La perte pour la collectivité est l'aire HGEF, moins l'aire GBE et moins  $p_M * HF$ .  
C'est donc l'aire de HGBEF moins  $p_M * HF$ .

Cette politique de soutien des prix était le cœur de la PAC (elle est encore conservée en partie).

1.2. La subvention de la production

L'idée de ce système est d'introduire deux prix du blé dans le pays : le prix payé par les consommateurs,  $p_A$  et le prix perçu par les producteurs,  $p_P$ , qui est égal au précédent plus la subvention payée par l'Etat. Je vais supposer que  $p_P$  est égal au prix plafond  $p_F$  de la sous-section précédente. Nous avons le graphique

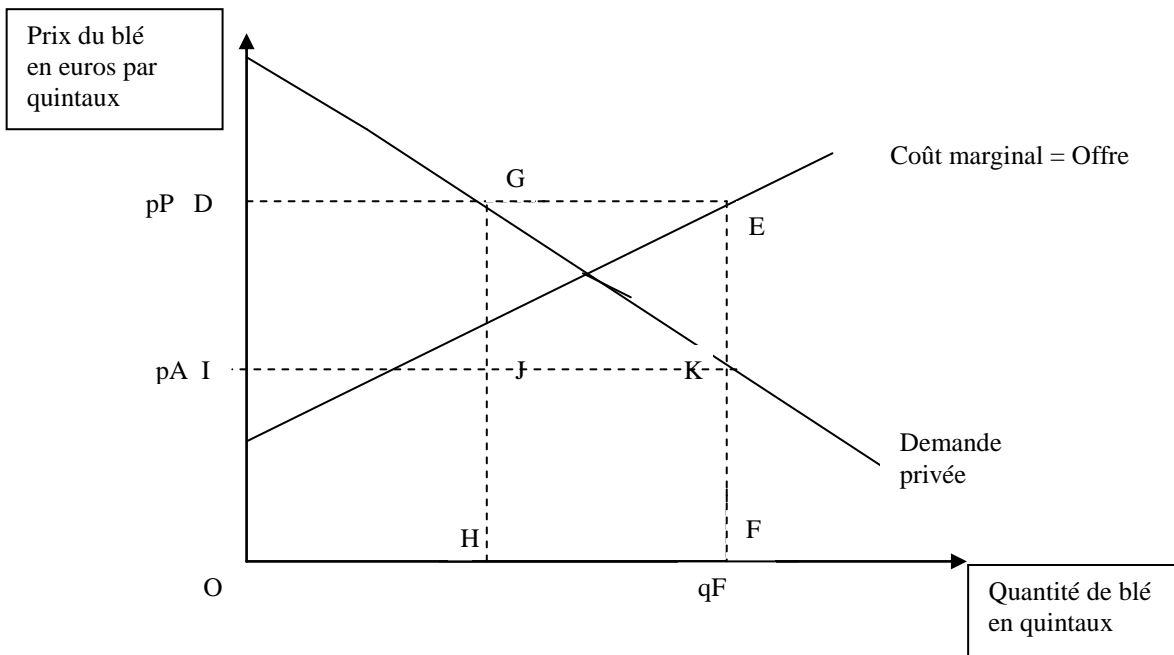


FIGURE 2

Pour le prix,  $p_P = p_F$ , la production de blé est encore égale à  $q_F$ . Je fixe le prix payé par les consommateurs,  $p_A$ , à un niveau suffisamment bas pour que ceux-ci achètent la totalité de la production  $q_F$ .

Un avantage de cette politique est qu'il n'y a plus de production excédentaire à écouler à bas prix sur le marché mondial. Les revenus brut et net (c'est-à-dire le profit) des agriculteurs sont les mêmes qu'avec la politique de soutien des prix. Le coût budgétaire de la politique de subvention de la production est mesuré par l'aide du rectangle DEKI.

La politique de subvention de la production était au centre de la politique agricole du Royaume-Uni, avant qu'il ne devienne membre du Marché Commun en 1973.

### 1.3. Comparaison des deux politiques

Les deux politiques ont le même effet bénéfique sur le profit (ou surplus) des agriculteurs.

Le coût budgétaire de la seconde politique est mesuré par l'aire du rectangle DEKI. Il représente le coût de la subvention du prix de production. Le coût budgétaire de la première politique est mesuré par l'aire du rectangle HGEF, diminué du produit  $p_M * HF$ . Il représente le coût de rachat de la production excédentaire, diminué du produit de sa vente à bas prix sur le marché mondial.

Les consommateurs consomment avec la première politique la quantité DG au prix  $p_P = p_F$ . Ils consomment avec la seconde politique la quantité IK > DG au prix  $p_A < p_F$ . Si le pays passe de la première à la seconde politique, le surplus des consommateurs augmente de l'aire du trapèze DGKI.

On suppose maintenant que les consommateurs sont des contribuables. Si le pays passe de la première à la seconde politique, le surplus des consommateurs-contribuables (et celui de la société) augmente de l'aire du trapèze DGKI, moins le coût budgétaire de la seconde politique qui est l'aire du rectangle DEKI, plus le coût budgétaire de la première politique qui est l'aire du rectangle HGEF moins  $p_M * HF$ .

Nous obtenons :  $-aire\ GEK + aire\ HGEF - p_M * HF$ , soit :  
 aire du trapèze  $GHFK - p_M * HF$ .

Tant que le prix mondial  $p_M$ , auquel sont vendus les excédents de production de blé générés par la première politique, est suffisamment bas, la seconde politique est plus efficace que la première.

Nous avons établi le résultat général qu'une politique de subvention de la production est plus efficace, pour soutenir le revenu des agriculteurs, qu'une politique de soutien des prix.

#### 1.4. Application à l'analyse du marché du travail

Je redessine la Figure 1, mais pour le marché du travail

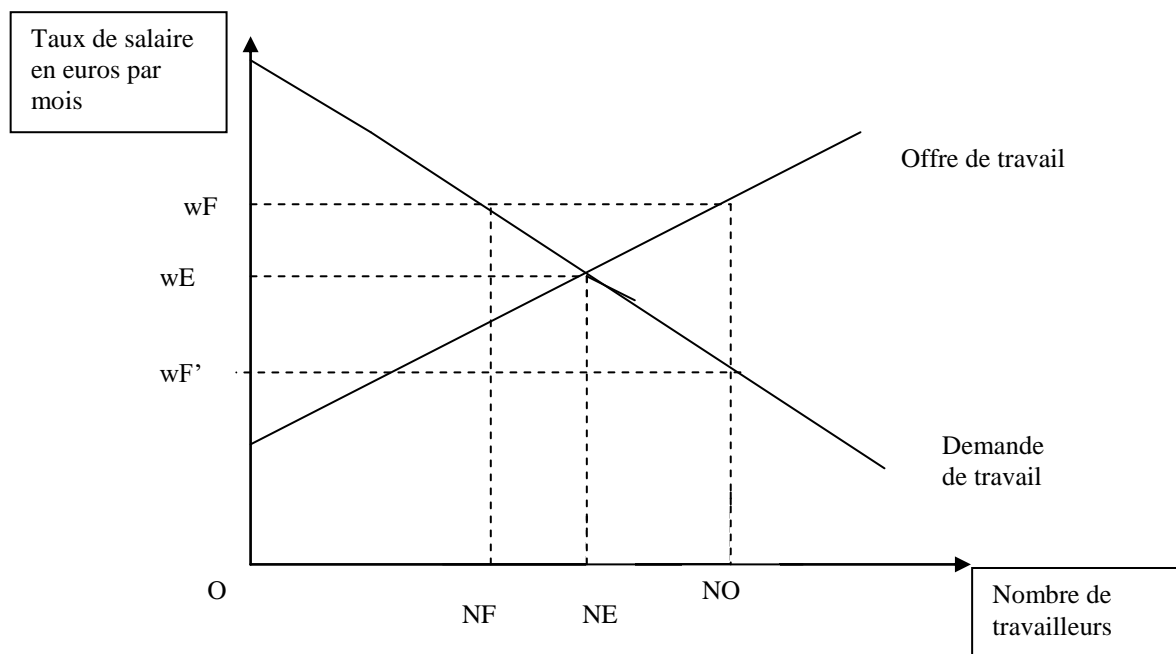


FIGURE 3

En abscisse j'ai l'emploi, et en ordonnée le taux de salaire. La demande de travail est celle des entreprises, l'offre de travail est celle des travailleurs. L'intersection des deux courbes donne le taux de salaire d'équilibre,  $w_E$ , et l'emploi d'équilibre,  $N_E$ .

Je suppose que l'Etat trouve que le salaire d'équilibre est trop bas et qu'il fixe un salaire minimum légal,  $w_F$ , plus élevé. Alors l'emploi est égal à la demande de travail  $N_F$ . L'offre de travail pour ce taux de salaire est  $N_O$ . L'écart entre  $N_O$  et  $N_F$  est le chômage.

Avec une réinterprétation des variables, on a le même graphique et les mêmes mécanismes que dans la Figure 1. La Figure 2 et la sous-section 1.2. montrent qu'on pourrait avoir l'emploi au niveau  $N_O$ , et aucun chômage, en laissant les entreprises payer le bas salaire  $w_{F'}$ , auquel elles acceptent d'embaucher  $N_O$  travailleurs, et en subventionnant le taux salaire pour le montant  $w_F - w_{F'}$ . Le coût budgétaire de cette politique serait élevé.

En revanche un salaire minimum coûte peu à l'Etat. Le blé excédentaire était acheté par l'Etat au prix de soutien. Les travailleurs excédentaires, c'est-à-dire les chômeurs, reçoivent de l'Etat beaucoup moins que le salaire minimum.

Il n'en reste pas moins que subventionner les salaires des travailleurs les plus mal payés est une bonne idée (qui est appliquée à un degré modeste dans l'*equalization income tax* aux Etats-Unis).

En France les salaires, même les plus bas, sont taxés et non pas subventionnés. Un travailleur coûte beaucoup plus cher à son employeur que le revenu net qu'il perçoit, l'écart étant constitué pour la plus grande partie par les cotisations sociales employeurs et employés. Depuis 1993, les gouvernements ont cherché à réduire, à un degré modéré, cet écart pour les salaires les plus bas, ce qui a eu un effet positif, mais insuffisant, sur l'emploi des travailleurs peu qualifiés.